

MONTENEGRO : LA MARCHE VERS L'INDEPENDANCE

Amaël Cattaruzza*

Le 21 mai, les Monténégrins se prononceront par référendum sur l'indépendance de leur pays. Un scrutin qui aura des répercussions dans le reste des Balkans, et d'abord au Kosovo.

Le Monténégro tranchera sur son avenir le 21 mai prochain. Le référendum qui y est organisé est le dénouement d'une longue période de maturation où la cause indépendantiste, minoritaire au début des années 90, a pris de l'ampleur. En mars 1992, à l'heure où les autres républiques yougoslaves se battent pour leur indépendance, le Monténégro choisit de s'unir avec la Serbie dans le cadre d'une nouvelle fédération yougoslave. De fait, à la différence des autres nations ex-yougoslaves, Serbes et Monténégrins sont très proches ethniquement (même langue, même confession majoritaire) et politiquement (les dirigeants monténégrins ont pris le pouvoir en soutenant Milosevic en 1989). Qui plus est, le Monténégro bénéficie de financements yougoslaves importants qui lui permettent de maintenir à flot une économie déficitaire. Pourtant, politique de Slobodan Milosevic en Serbie, l'engagement en Croatie et en Bosnie-Herzégovine (1991-1995) et l'isolement international du pays, soumis à un blocus économique, finissent par inquiéter une partie des populations monténégrines qui songent



aux retombées d'après-guerre. Dès 1995, Milo Djukanovic, alors Premier ministre, se fait de plus en plus critique vis-à-vis du pouvoir de Belgrade. Son élection aux présidentielles de 1997, face à son ancien mentor, Momir Bulatovic, fidèle à Milosevic, amorce une guerre froide entre la Serbie et le Monténégro, et au sein de ce dernier, entre pro et anti-Milosevic. Entre 1998 et 2000, l'Etat commun n'est plus qu'une « coquille vide » et le clivage entre Monténégrins s'accroît, alors que la Serbie, par l'intermédiaire de l'armée yougoslave, désertée par les officiers pro-monténégrins, verrouille les frontières du territoire. Soutenu par les Etats-Unis et l'Union européenne pour sa prise de position contre la guerre du Kosovo, le gouvernement monténégrin continue à s'éloigner de la Serbie. En 2000, la situation est figée et la chute du régime de Milosevic ne suffit pas à faire revenir le petit Monténégro dans le giron de son ancien partenaire. Il faudra une solide médiation européenne pour empêcher la tenue d'un référendum en 2001 et pour créer *in extremis* la Communauté d'Etats de Serbie-et-Monténégro.

Aujourd'hui, après la fin de la période probatoire de trois ans prévue par les accords de Belgrade pour cette Communauté d'Etats, les résultats du référendum du 21 mai prochain ne vont pourtant pas de soi. Tout d'abord, le clivage entre indépendantistes et unionistes divise encore profondément la société monténégrine. Il repose autant sur des critères économiques et politiques qu'identitaires. Au niveau économique et politique, les indépendantistes arguent que le Monténégro serait plus attractif pour les investissements et les touristes étrangers s'il ne conservait pas l'image de périphérie pauvre de la Serbie. Au niveau identitaire, une partie des habitants revendique une identité monténégrine spécifique, distincte de l'identité serbe, fondée sur le caractère montagnard, la tradition tribale et la résistance séculaire à l'Empire ottoman de ce petit peuple. La principauté monténégrine souveraine de la fin du XIXe siècle, intégrée en 1918 à la Serbie puis au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, justifierait l'indépendance de l'Etat monténégrin actuel. Par ailleurs, le seuil de 55 % des votes exprimés fixé par l'Union européenne pour valider le référendum complique la tâche du gouvernement. Ce seuil n'est pas le résultat d'une simple décision arbitraire. Outre que, depuis 2001, les experts européens s'inquiètent de la jurisprudence que pourrait constituer l'indépendance des 650 000 habitants du Monténégro sur les deux millions d'Albanais du Kosovo, il s'agissait surtout, pour les négociateurs, de trouver un compromis acceptable entre l'opposition unioniste et le gouvernement indépendantiste, qui avaient depuis longtemps abandonné tout dialogue.

Le résultat de cette consultation repose donc sur un équilibre fragile. Les voix des minorités bosniaques (14 % de la population) et albanaise (7 % de la population) joueront un rôle déterminant. On sait que celles-ci sont généralement bienveillantes envers le parti de Djukanovic (DPS). Mais récemment, l'opposition unioniste de Predrag Bulatovic (SNP) a réussi à former une coalition avec le principal parti bosniaque (SDA). En cas d'indépendance monténégrine, ce dernier se préoccupe en effet de l'avenir du Sandjak, région transfrontalière serbo-monténégrine majoritairement peuplée de Bosniaques. La question est donc de savoir quelles consignes les Bosniaques décideront de suivre. Ce référendum pourrait en outre remettre en cause les équilibres régionaux. En effet, si le Monténégro obtenait sa souveraineté, l'Etat serbe en sortirait affaibli, et cela ne manquerait pas de crisper les négociations qui se jouent dans le même temps entre Serbes et Albanais sur le statut final du Kosovo. L'option de l'indépendance se trouverait confortée par l'exemple monténégrin. Une victoire des unionistes, à l'inverse, pourrait favoriser le retour à un Etat unitaire et placerait la Serbie dans une position bien plus avantageuse. Le référendum pourrait, enfin, avoir des conséquences sur la crédibilité de la politique extérieure européenne. En imposant la clause des 55 % au gouvernement monténégrin, l'Union européenne a pris un risque. Que se passera-t-il si le score des indépendantistes se situait entre 50 % et 55 % ? Comment justifier qu'une minorité (entre 45 % et 50 %) puisse décider du sort d'un pays ? Il faudrait alors proposer rapidement une solution alternative. Et ce serait à l'Europe de le faire.

Amaël Cattaruzza*

Géographe, codirecteur de l'ouvrage *L'ex-Yougoslavie dix ans après Dayton*, éd.

L'Harmattan, 2005, et secrétaire du Courrier des Balkans (<http://balkans.courriers.info>)